

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 41 (1994)
Heft: 3

Artikel: Celui qui ne reçoit pas d'information se la procure
Autor: Reinmann, Eduard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-368426>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Medien fand nicht statt. Die Lehre daraus: Die Kommunikationsbasis zwischen Krisen-Management und Journalisten soll verhindern, dass aus der Krise ein Medien-Kriegsschauplatz wird. Dies ist nur möglich, wenn die Krisenüberwindung durch Befriedigung des Orientierungsbedarfs gelingt.

Im Kanton Uri ging man im Katastrophenjahr 1987 sogar soweit, die behaupteten technologischen Katastrophenursachen jeweils einer Grobuntersuchung zu unterziehen und die Ergebnisse bekanntzugeben. Bei einer Katastrophe ist es wohl unvermeidlich – und das war auch im Kanton Uri so –, dass vereinzelte Betroffene versuchten, mittels Drohung mit der Presse schneller zum Ziel zu kommen. «Bei einem derartigen Einsatz mit der Presse darf man sich nicht aus der Ruhe bringen lassen», meint Steinegger.

Bedeutung des Radios

Im Kanton Uri wurde die prioritäre Bedeutung des Radios, das sehr schnell und flexibel zu reagieren vermag, erkannt und genutzt. Das Regionalstudio Innerschweiz war praktisch im KAFUR integriert. Das Radio hatte alles Interesse an sofortigen Informationen, der KAFUR das Interesse an der raschen Verbreitung von Verhaltensinformationen und Situationsberichten. Es bestand allerdings keine Wettbewerbssituation unter den Lokalradios wie bei Schweizerhalle oder mit ausländischen Sendern wie bei Tschernobyl.

Medien sind die Wächter

Zum Thema «Medien» hat Steinegger auch einige grundsätzliche Betrachtungen angestellt. Für ihn sind Medien die Wächter, die den Zugang zur Öffentlichkeit bestimmen. Öffentliche Meinung kann nur beeinflusst werden, wenn man die Isolationsfurcht überwindet und öffentlich auftritt. Entscheidend ist insbesondere die Öffentlichkeitsarbeit in der Krise. Möglicherweise bewirken die Massenmedien im Alltag nur wenig. In Zeiten allgemeiner Verunsicherung aber, wenn in den Köpfen der Menschen Angst und Verwirrung vorherrscht, werden Informationen und wertende Informationskontexte begierig aufgenommen. Einschätzungen und Vorurteile festigen sich und bewirken im folgenden eine zusehends selektivere Wahrnehmung und Verarbeitung neuer Informationen. Die meinungsbildende Kraft der Medien, wenn überhaupt, ist in Krisensituationen von Bedeutung. ▀

L'information est une partie du management de catastrophe

Celui qui ne reçoit pas d'information se la procure



rei. «Il faut éviter que pendant une catastrophe un manque d'information ne s'ajoute à l'état d'urgence primaire», a constaté le conseiller national Franz Steinegger, chef de l'état-major de conduite du canton d'Uri. Il se réfère aux expériences faites lors des inondations catastrophiques de 1987.

Pendant ces graves moments, quand le canton était coupé du monde extérieur et qu'on avait des soucis tant et plus, l'état-major eut dès la première minute comme but primordial de satisfaire la demande d'information. Deux personnes – le directeur du secrétariat et son remplaçant – s'occupèrent de l'information, donnant aux informations «patriotiques» la priorité. On était convaincu dans le canton d'Uri que les médias se jetteraient sur les informations. Ou bien on les leur donnait, ou bien ils se les procureraient à travers d'autres sources, peut-être moins bien informées, ou ils les «produiraient» sur la base de leurs propres impressions ou d'informations partielles.

Une langue homogène

A part l'information patriotique, beaucoup d'informations techniques et de détails

étaient nécessaires. Ceci fut le travail du bureau de renseignements, ainsi que des différents membres de l'état-major et des chefs d'intervention. Entre autres, des rapports de situation et des directives de comportement furent transmis.

La condition pour que pratiquement tous les membres de l'état-major puissent donner des renseignements fut un règlement clair du langage au sein de l'état-major, une réglementation qui prenait les buts opérationnels et tactiques comme directives. On devait formuler les contenus pour les médias en partie soi-même. Il était surtout important de réfléchir mûrement sur les déclarations principales.

Un autre aspect intéressant à relever est le fait que les membres du conseil d'Etat n'entrèrent jamais eux-mêmes en tant qu'informateurs en scène, mais se bornèrent aux contacts avec la population. Ceci donna le feed-back nécessaire.

La guerre des médias n'eut pas lieu

Pour les responsables de l'information la devise était de ne pas donner d'interprétations personnelles, ni des explications quant aux causes, ni des estimations

sur les conséquences, avant que des renseignements concrets soient arrivés. Il était néanmoins important qu'on puisse mettre à la disposition des gens des médias un savoir d'experts indépendant, pour qu'ils puissent se faire à tous les niveaux du processus une idée objective et adéquate. On lascia l'interprétation des faits – explication des causes et désignation des responsables – au jugement de journalistes indépendants.

A ce sujet, Franz Steinegger déclare: «En certains cas on pourrait accepter que quelque chose soit une fois ou l'autre interprété d'une façon inexacte ou même injuste. Cependant une correction d'informations et d'interprétations fausses demande un règlement spécial des crises.» Steinegger est conscient que le journaliste à la recherche de la vérité voit une de ses tâches dans le fait de dévoiler des états qui ne sont pas en ordre. Cela a créé à beaucoup d'endroits de la méfiance entre les journalistes et les autorités. Les autorités n'ont souvent plus le courage d'orienter d'une manière intégrale et les médias n'ont plus confiance dans les informations. Steinegger se souvient qu'il y avait aussi en 1987 des tendances de ce genre. Ce danger néanmoins a pu être largement conjuré par une politique d'information très ouverte. La guerre avec les médias n'eut pas lieu. La leçon que l'on peut en tirer: la bonne base de communication entre le management de crise et les journalistes doit empêcher que la crise devienne un champ de guerre pour les médias. Cela est seulement possible si l'on réussit à surmonter la crise en satisfaisant le besoin d'information.

Dans le canton d'Uri on alla même en 1987 jusqu'à soumettre les causes techniques de

la catastrophe à une analyse d'évaluation approximative, et à publier les résultats. On ne peut éviter dans une catastrophe – et ce fut aussi le cas dans le canton d'Uri – que quelques personnes victimes essayent d'arriver plus vite à leurs buts au moyen de menaces envers la presse. «Pendant un tel démêlé avec la presse, il ne faut pas perdre le nord», conclut Steinegger.

L'importance de la radio

Dans le canton d'Uri on réalisa l'importance primordiale de la radio qui peut réagir très rapidement et d'une manière très flexible, et l'on sut en profiter. Le studio régional «Innerschweiz» fut intégré dans l'état-major du canton d'Uri. La radio avait tout intérêt à des nouvelles immédiates, et l'état-major désirait que les reportages sur la situation et les informations quant au comportement soient diffusés le plus vite possible. Il est vrai qu'il n'y avait alors pas de situation de rivalité entre les radios locales comme à Schweizerhalle et pas non plus entre les postes de radiodiffusion comme pour Tchernobyl.

Les médias sont des gardiens

Steinegger a formulé quelques réflexions fondamentales au sujet des médias. Pour lui les médias sont les gardiens qui déterminent l'accès au public. On peut seulement influencer l'opinion publique si l'on surmonte la crainte d'être isolé et si l'on se présente devant le public. Les relations publiques sont en temps de crise spécialement importantes. Il est possible que les médias ne provoquent pas grand-chose dans la vie quotidienne. Cependant en temps d'insécurité générale, quand la

Sept thèses

1. Le management de crise est toujours aussi un management d'information.
2. Dans une crise l'information doit satisfaire aux besoins du public, sans néanmoins porter préjudice aux efforts qui sont faits pour surmonter la crise.
3. L'information est un des moyens appropriés pour se rendre maître de situations exceptionnelles.
4. Responsables pour l'information sont ceux qui ont à maîtriser la situation exceptionnelle. Ils consultent les experts en information.
5. Pendant une crise le besoin d'information auprès du public ainsi que la nécessité d'informer celui-ci sont en relation directe avec la gravité de la situation.
6. Dans une crise l'effet de l'information sur le public est directement en relation avec la gravité de la situation.
7. La politique d'information doit être adaptée au genre et à la gravité de la crise.

Source: Département Presse et Radio du DFJP.

confusion et la peur règnent dans la tête des gens, les informations et les contextes estimatifs sont accueillis avec avidité. Les évaluations et opinions se consolident et déclenchent par la suite une perception de plus en plus sélective et un traitement de nouvelles informations. Le pouvoir des médias qui forment l'opinion publique – si tant est – a une importance évidente. ▀

Riassunto

rei. «Quando si verifica una catastrofe, all'emergenza di base si aggiunge anche una situazione d'emergenza nel settore dell'informazione», afferma il Consigliere nazionale Franz Steinegger, capo dello stato maggiore di condotta cantonale di Uri. Così dicendo, egli si richiama alle esperienze accumulate durante la catastrofe dovuta alle inondazioni del 1987 nel suo cantone. Anche allora, quando il cantone era praticamente isolato dal resto del mondo e tutti avevano davvero altre preoccupazioni, fin dall'inizio delle operazioni di soccorso uno degli obiettivi

dello stato maggiore di condotta era stato quello di soddisfare il fabbisogno d'informazione perché una cosa era apparsa subito chiara: chi non riceve informazioni se le crea trasformandole a modo suo. Per gli addetti all'informazione valevano chiare disposizioni. Tutte le persone incaricate di fornire informazioni dovevano attenersi all'uso di un linguaggio chiaro basato sugli obiettivi operativi o tattici. I messaggi per i media dovevano essere formulati in parte da queste persone stesse. Il principio fondamentale era quello di riflettere bene sulle affermazioni più importanti da fare. Non si dovevano far circolare interpretazioni o spiegazioni delle cause o previsioni di conse-

guenze prima che fossero disponibili informazioni concrete. Occorreva mettere a disposizione dei mass media conoscenze specializzate del tutto obiettive per la valutazione imparziale di singoli processi. Secondo Steinegger, nelle situazioni di crisi i mass media svolgono una funzione importantissima perché quando la gente si lascia prendere dalla confusione e dal panico le informazioni e i contenuti di queste vengono accolte con grande ansia. È questo il momento migliore per creare e consolidare supposizioni personali e pregiudizi che ovviamente provocano una percezione sempre più selettiva della realtà e una rielaborazione di nuove informazioni. ▀